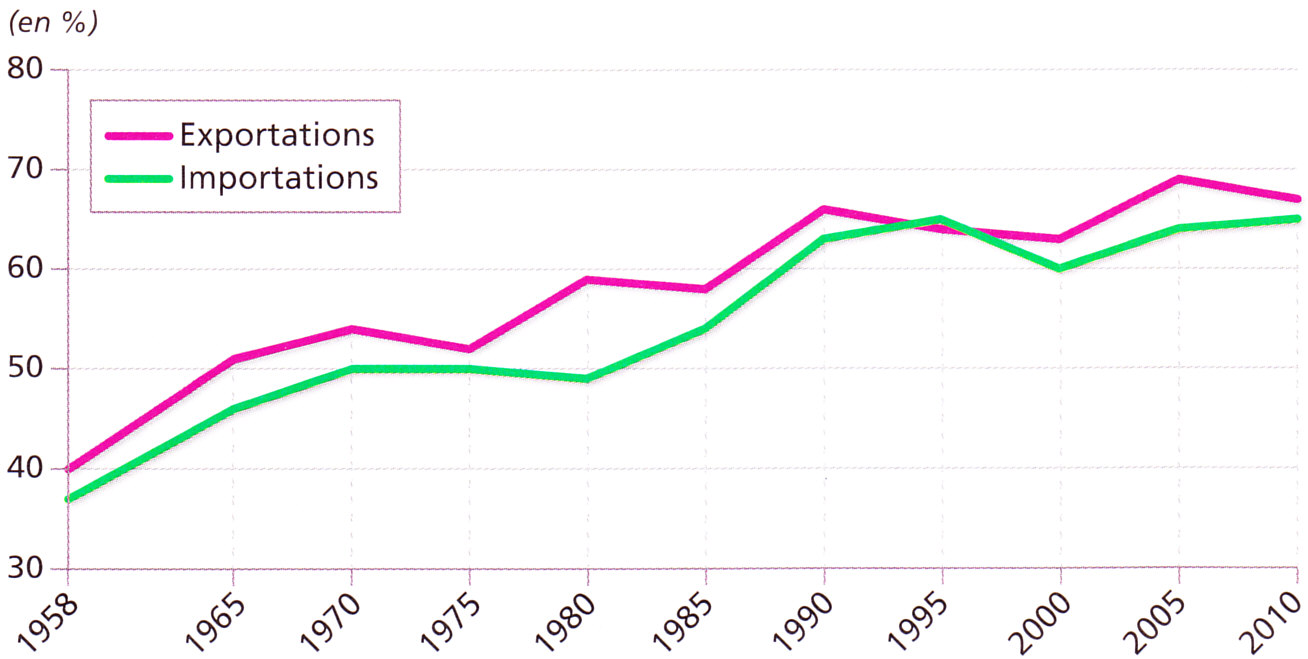
|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| **Académie d'AMIENS Baccalauréat ES**  **Session 2016** | **Epreuve orale de Sciences économiques et sociales (Enseignement spécifique :**  **coefficient 7)** | **N° du sujet : 16c7-122.1** |
| Durée de la préparation : 30 minutes | **Le candidat s’appuiera sur les 2 documents pour répondre à la question principale.**  **Les questions complémentaires 2 et 3 portent sur d’autres thèmes du programme** | Durée de l'interrogation : 20 minutes |
| **Thème de la question principale : Quelle est la place de l'Union européenne dans l'économie globale ?** | | |
| **Question principale (sur 10 points) : En quoi l'Union économique et monétaire renforce-t-elle les interdépendances entre les politiques conjoncturelles des États membres ?** | | |
| **Questions complémentaires (sur 10 points) :** | | |
| 1) A l'aide d'un calcul approprié, chiffrez l'évolution de la part des exportations intracommunautaires dans le commerce total des pays membres entre 1958 et 2010 (document 1). ***(4 points)*** | | |
| 2) Distinguez la mobilité observée et la fluidité sociale. ***(3 points)*** | | |
| 3) Montrez que des inégalités de revenus peuvent entraîner des inégalités de patrimoine. ***(3 points)*** | | |

**DOCUMENT 1**

**Part du commerce intracommunautaire de marchandises dans le commerce total des pays membres**



Source : Marie-Annick BARTHE, *Économie de l’Union européenne*, Economica, 2011.

**DOCUMENT 2**

La Banque centrale européenne (BCE) a reçu pour mission d'assurer, en toute indépendance des pouvoirs politiques, la stabilité des prix dans la zone euro.

Le Pacte de stabilité et de croissance s'inscrit dans le cadre général de la coordination des politiques économiques prévue par les traités depuis la création de l'euro. Il répond aux dispositions stipulant que les États membres « évitent les déficits excessifs ». Le PSC entend imposer aux participants à la zone euro une culture de stabilité des finances publiques. Il s'agit d'empêcher que la situation budgétaire d'un État entraîne une fragilisation de l'ensemble de la zone monétaire en diffusant, à travers des effets de débordement, des pressions inflationnistes, des tensions sur les taux d'intérêt et une perte de la valeur externe de l'euro. En effet, un déficit public et l'accroissement de la dette d'un État membre peuvent entraîner, pour l'ensemble de la zone euro, des pressions sur les prix (par une augmentation de la demande de biens et services) et sur les taux d'intérêt (par un surcroît de demande de financement).

De fait, le PSC vient largement en appui de la politique de stabilité des prix pilotée par la BCE.

Source : « L'euro et le PSC dans la tourmente », M. DEVOLUY, Cahiers français n°359, novembre-décembre 2010.